



Denis Mukwege est né en 1955 à Bukavu, dans le Sud-Kivu, à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), qui était alors le Congo-Belge. Fils d'un pasteur pentecôtiste, il décide de se consacrer à la médecine. A la faveur d'une bourse, il part étudier en Belgique et se spécialise en gynécologie. Il retourne dans son pays natal pour exercer sa profession mais très vite, la guerre civile qui l'entoure le rattrape. Le

Dr Denis Mukwege se consacre désormais aux soins et à la réparation des femmes et des fillettes victimes de violences et de sévices sexuels. Il devient pour elles, *l'homme qui répare les femmes*.

Voilà plus de quinze ans qu'il poursuit sa mission humanitaire malgré l'hostilité des belligérants qui voient en lui un témoin gênant des exactions commises par toutes les parties au conflit. Denis Mukwege a fait l'objet de plusieurs tentatives de rapt et d'assassinat.

Prix Sakharov 2014, Prix Nobel de la paix en 2018, le docteur Mukwege est désormais internationalement reconnu et symbolise l'expression même de la résistance d'un peuple face à la guerre et à l'exploitation. Il cherche notamment à sortir des tiroirs où il est bien rangé le *Rapport Mapping*. Diligenté par le Haut-Commissariat des droits de l'homme aux Nations unies (HCDH), réalisé par des experts de l'ONU et publié en 2010, ce document détaille les exactions commises en RDC entre mars 1993 et juin 2003. Régulièrement menacé de mort, le Dr Denis Mukwege poursuit néanmoins la lutte.



Issue d'une famille modeste, **Tran Thi Nga** a quitté son pays natal, le Vietnam, pour travailler à Taïwan et subvenir aux besoins de sa famille. Là-bas, face aux violations multiples des droits des travailleurs immigrés, elle a forgé son engagement en faveur des droits humains. Depuis son retour au Vietnam, elle lutte sans relâche contre la traite d'êtres humains, les violences faites aux femmes et les expropriations de

terres. Arrêtée en janvier 2017 elle a été condamnée en juillet de la même année à 9 ans de prison pour violation de l'article 88 du Code pénal relatif à la propagande anti-Etat – une raison fréquemment utilisée pour bâillonner les voix indépendantes et réduire au silence les défenseurs des droits humains. Elle a fait appel mais en décembre 2017 celui-ci a été rejeté. Elle a été coupée de sa famille pendant plus de 16 mois, sans voir ses enfants. Selon ses proches il s'agit de mesures disciplinaires dues à son refus de reconnaître sa culpabilité. En 2018 elle a été transférée du jour au lendemain à 1000 kms de sa famille.

Pendant sa détention qui a duré plus de 3 ans, Tran Thi Nga a subi de nombreuses violences, mais malgré ces intimidations, son engagement n'a jamais failli.

Après avoir purgé près d'un tiers de la peine de prison prononcée à son encontre en 2017, Tran Thi Nga a été libérée de façon anticipée et immédiatement exilée aux États-Unis le 10 janvier 2020. Ses deux jeunes fils et son compagnon ont pu quitter le Vietnam et l'accompagner à Atlanta, dans l'Etat de Géorgie, où elle doit désormais se reconstruire. Tran Thi Nga a reçu le Prix de la fondation ACAT en 2020.